



## **AFRIQUE / REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - LA CRISE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Rome (Agence Fides) – Le drame vécu par Sœur Petra Urietti s'est passé à un moment particulier de l'histoire tourmentée de la République Centrafricaine. Le 28 mai 2001, un groupe armé a tenté de prendre d'assaut, sans succès, la résidence du Président centrafricain M. Ange-Félix Patassé. Plusieurs hauts responsables de la défense furent alors contraints de démissionner parce qu'ils étaient accusés de collusion avec les rebelles. Parmi ces derniers, il y avait le chef d'état-major François Bozizé qui se réfugia au Tchad. Depuis ce pays, M. Bozizé organisa une deuxième tentative de coup d'Etat le 25 octobre 2002 : des militaires rebelles attaquèrent la Capitale Bangui. Ils furent repoussés par les troupes restées fidèles au Président Patassé, avec l'aide de troupes libyennes qui étaient installées depuis longtemps dans le pays. Les troupes de M. Bozizé réussirent à conquérir le nord du pays où se créa une situation de grande insécurité. Des bandits et des mercenaires tchadiens pillèrent la population civile et s'en prirent tout particulièrement aux Missions catholiques. Des missionnaires furent contraints à se réfugier ailleurs, d'autres décidèrent toutefois de rester surplace malgré les risques

Le 15 mars 2003, M. Bozizé s'empara de la Capitale, et contraignit le président Patassé à s'enfuir. Le nouvel homme fort du pays se proclama « président par intérim ». Le 7 avril, il forma un gouvernement de transition dirigé par M. Abel Goumba. L'exécutif comprenait 28 membres provenant de tous les partis politiques. Le nouveau gouvernement comprenait 5 Ministres provenant du regroupement des partis politiques d'opposition, 4 du parti du nouveau Président, François Bozizé, 2 de l'Union Démocratique centrafricaine, 2 du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MPLC, le parti du Président renversé) ; les autres postes étaient attribués à des partis plus petits et à des membres de la société civile et à l'armée.

Selon les intentions du gouvernement, la période de transition pourra durer de un à trois ans ; ensuite, on organisera des élections pour choisir un nouveau gouvernement. Parmi les priorités du nouvel exécutif, il y a la stabilisation de l'ordre public, la restructuration des finances de l'Etat et le paiement des 32 mois de salaire en retard pour les fonctionnaires.

Quelques données sur la République Centrafricaine :

Territoire : 622.984 km<sup>2</sup>, a des frontières avec le Tchad au nord, le Soudan à l'est, la République Démocratique du Congo et le Congo-Brazzaville au sud, avec le Cameroun à l'ouest.

Population : 3.700.000 habitants. Les principales ethnies sont les suivantes : Banda (29%), Baja (25%), Ngbandi (11%), Azande (10%).

Religion : protestants : 26% ; animistes : 24% ; catholiques : 17% ; musulmans : 15%.

L'Eglise Catholique (d'après l'Annuaire des Statistiques de l'Eglise 2001) : Catholiques : 811.000 ; diocèses : 8 ; paroisses : 122 ; Evêques : 11 ; prêtres diocésains : 130 ; prêtres religieux : 132 ; religieux non prêtres : 64 ; religieuses : 361 ; catéchistes : 4.073. La première Mission catholique a été fondée dans l'Oubangui Chari en 1894 par les Spiritains, envoyés par le Préfet Apostolique de Brazzaville. (L.M.)

(Agence Fides, 4 décembre 2003, 42 lignes, 515 mots)